



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**Bureau de l'environnement
et du développement durable**

Affaire suivie par : Mme Dominique MÉAULLE
Tél : 04 94 18 84 16
dominique.meaulle@var.gouv.fr

Toulon, le 7 juin 2022

RAR n°1A 197 666 7647 3

Monsieur le président,

Veillez trouver, joint au présent courrier, copie de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2022, portant mise en demeure à l'encontre de la société SOFOVAR de respecter les prescriptions réglementaires applicables à l'installation de tri, transit, regroupement et négoce de déchets située à Fréjus, allée Freyssinet.

J'appelle votre attention sur les délais qui vous sont impartis pour respecter cette mise en demeure.

Je vous prie de croire, Monsieur le président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Monsieur le président de la
société SOFOVAR
ZI du Capitou
85, avenue Louis Lépine
83600 FREJUS

Pour le Préfet
et par délégation
l'Adjoint au Chef de Bureau
David DOLIQUE



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant mise en demeure concernant l'exploitation
d'un centre de tri, transit, regroupement et négoce de déchets
par la société SOFOVAR à FREJUS

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1er du livre V (parties législative et réglementaire) ;

Vu le décret du président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Evence RICHARD préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022/17/MCI du 28 avril 2022 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R543-297 du code de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique n°2712-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et modifiant l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2014, modifié par l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2014, autorisant l'exploitation d'un centre de tri, transit, regroupement et négoce de déchets sis à Fréjus, 150 allée Eugène Freyssinet, ZA du pôle BTP du Capitou, par la société SOFOVAR, dont le siège social est situé ZI du Capitou, 83600 Fréjus ;

Vu le rapport du 13 mai 2022 de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale du Var, consécutif au contrôle des installations susvisées le 9 mai 2022 ;

Vu la communication à l'exploitant, par lettre du 13 mai 2022, du rapport susvisé et du projet de prescriptions, valant procédure contradictoire au sens de l'article L171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant du 30 mai 2022 ;

Considérant que, lors de la visite du site, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 et de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;

Considérant que les mesures nécessaires au respect des dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 et de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 ont été prises par l'exploitant, comme il l'indique dans sa lettre du 30 mai 2022 ;

Considérant, en conséquence, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement et mettre en demeure la société SOFOVAR de respecter les prescriptions applicables à ses installations précitées situées à Fréjus ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

ARRETE

Article 1er :

La société SOFOVAR, dont le siège social est situé 85, avenue Louis Lépine, ZI du Capitou, 83600 FREJUS, est mise en demeure de respecter, dans les délais fixés, les prescriptions suivantes applicables aux installations de tri, transit et regroupement de déchets qu'elle exploite 150, allée Eugène Freyssinet, pôle BTP du Capitou, sur le territoire de la commune de FREJUS :

- sous 15 jours :

- les dispositions des articles 3 et 5.1.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 août 2014 modifié ;

- sous 6 mois :

Les dispositions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 août 2014 modifié.

Les délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté

Article 2 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1er ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 II du code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision sera notifiée à l'exploitant.

En application de l'article R171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de 4 mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Var, l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, pour information, au maire de Fréjus et au sous-préfet de Draguignan.

Fait à Toulon, le

- 3 JUIN 2022

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Lucien GIUDICELLI